

RETOUR DE BOUTEFLIKA AU PAYS

Quel rôle, désormais, pour Sellal ?

Le Premier ministre Abdelmalek Sellal, qui s'est chargé avec beaucoup d'entrain d'animer la vie institutionnelle durant la longue absence du président de la République, se ménagera-t-il, à présent que Bouteflika a opéré son come-back ? Le profil dans lequel il apparaîtra aidera assurément à quelques décodages.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Depuis sa visite à Bouteflika aux Invalides le 11 juin dernier, en compagnie du chef d'état-major de l'ANP, le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah, le Premier ministre donnait l'impression d'avoir hérité de toute la charge d'insuffler de la dynamique à l'activité institutionnelle, menacée d'atonie, suite à la maladie du chef de l'Etat et de la longue convalescence qui s'en est suivie.

A tel point que certains observateurs, le voyant débordant d'activité, ont osé déduire qu'il se positionnait déjà en tant que potentiel candidat à l'élection présidentielle d'avril 2014, la certitude étant acquise que Bouteflika, malade, ne pouvait prétendre à un 4^e mandat d'affilée.

Les lectures les plus hardies sont allées même jusqu'à le présenter comme le très

probable candidat du système le plus à même de réunir le consensus.

De son côté, il n'a d'ailleurs pas entrepris ou dit quoi que ce soit pour que la vague de supputations à son sujet ne s'élargisse. Il était tout à son ouvrage, paraissant, depuis sa visite à Bouteflika aux Invalides, plus appliqué mais surtout moins porté sur le calembour.

Le changement dans son attitude n'a évidemment pas échappé aux observateurs qui avaient déjà entrepris de scruter ses faits et gestes. En effet, depuis que Bouteflika lui a confié la charge de conduire les missions d'inspection au niveau des wilayas du pays, il émanait chez de nombreux observateurs comme un soupçon de préparation à un meilleur destin. C'est vrai qu'une telle déduction tient à un fil ténu mais n'empêche



Photo : Samir Sid

Sellal a comblé un vide.

que d'aucuns s'y sont rendus. Les sorties au niveau des wilayas, privilège certes accordé au seul Sellal, sont dictées, nul doute, là dessus, par l'incapacité du président Bouteflika à s'en acquitter lui-même, et ceci bien avant l'accident vasculaire cérébral (AVC) dont ce dernier a fait

l'objet le 27 avril dernier et qui l'a éloigné du pays et de l'exercice du pouvoir pendant 80 jours.

Cependant, avec la maladie et la convalescence de Bouteflika, le Premier ministre devait aussi, en plus de ses visites dans les wilayas, combler un vide politique, à

d'autres niveaux et sur d'autres plans. Et c'est sur cet aspect-là qu'il faudra l'observer, maintenant que Bouteflika est rentré au pays, pour entrevoir éventuellement quelle trajectoire politique Sellal entend suivre. Car, dans les faits, le retour au pays de Bouteflika ne change pas grand-chose à la question de l'exercice véritable du pouvoir.

Hormis le lieu de convalescence qui change, le Président, selon le communiqué même de la présidence de la République, doit s'astreindre encore à une période de repos indéterminée et à une réadaptation fonctionnelle. Ce qui voudra dire qu'il ne reprendra pas tout de suite l'exercice total de ses fonctions.

C'est durant cette période qu'il est intéressant d'observer quel rôle sera dévolu au Premier ministre, de voir s'il restera sur la même cadence ou il reviendra à des tâches plus classiques de Premier ministre. Et de se rendre, conséquemment, à des lectures.

S. A. I.

Réactions divergentes des partis

Le retour au pays du président de la République, après 82 jours de soins et de réadaptation fonctionnelle en France, a autant que son absence au pays, suscité aussitôt la réaction de la classe politique.

Des réactions divergentes qui donnent un avant-goût de ce que charriera la période de repos et de rééducation évoquée par le communiqué laconique de la présidence de la République. Une période

dont l'étendue ne manquera pas de susciter bien des débats, surtout que la présidentielle d'avril prochain avance à grands pas, avec la «perspective» des uns de voir le président convalescent rempiler pour un quatrième mandat de suite et le préalable des autres, de voir l'actuel mandat de Abdelaziz Bouteflika écourté pour une présidentielle anticipée.

FATEH REBAÏ, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL D'EL NAHDA :

«Pour une présidentielle libre et transparente»

«Nous sommes contents du retour du président de la République et nous lui souhaitons un prompt rétablissement pour qu'il puisse exercer ses fonctions convenablement.

Nous serons encore plus heureux une fois le président rétabli pour nous garantir une présidentielle libre et transparente à même de permettre au peuple d'élire un président qui aura à réviser la Constitution et mettre les lois du pays au diapason de la législation internationale. Une élection pas comme celles du passé caractérisées par la fraude et l'imposition du candidat du consensus.»

NOUARA DJAÂFAR, CHARGÉE DE LA COMMUNICATION ET PORTE-PAROLE OFFICIEL DU RND (RASSEMBLEMENT NATIONAL DÉMOCRATIQUE) :

«Un retour qui met fin aux allégations malveillantes»

Dans un communiqué, le RND exprime sa «satisfaction quant au retour du président de la République au pays après une période de soins et de convalescence.

Cette bonne nouvelle remplit de joie le peuple algérien qui a suivi durant de longues semaines avec espoir la guérison du président de la République.

Ce retour qui coïncide avec les premiers jours du mois de Ramadhan met fin aux allégations malveillantes et permettra à l'Algérie de poursuivre son chemin vers la stabilité et le développement économique et social.»

MAZOUZ ATHMANE, SECRÉTAIRE NATIONAL CHARGÉ

DE LA COMMUNICATION DU RCD : Le RCD plaide pour une expertise médicale indépendante

«Les Algériens à travers les quelques images distillées, sans la présence de la presse indépendante, ont maintenant la certitude que le chef de l'Etat est totalement amoindri et sérieusement malade. Toutes les déclarations et mises en scènes des laboratoires du sérail ne peuvent contredire cette réalité. Le pays peut enfin se libérer de cette cacophonie de rumeurs mensongères distillées par les courtisans du chef de l'Etat. Bouteflika va, dans la parure officielle même convalescent, continuer son règne par défaut à la tête de l'Etat après près de trois mois d'absence. Pour nous, c'est une énième violation de la légalité constitutionnelle.

Maintenant que l'intendance est assurée faussement par ceux-là mêmes qui l'ont porté frauduleusement au pouvoir, il peut demeurer fictivement premier magistrat du pays. Les Algériens savent que le chef de l'Etat est dans l'incapacité à assurer le minimum de ses fonctions et que nous sommes face à des violations récurrentes des lois qui font que la République est livrée continuellement par ses sous-traitants aux pires des spectacles.

Les affaires de la nation continueront à être gérées par procuration et délégation. Le discrédit qui frappe toutes les institutions du pays va s'accroître.

Le RCD qui n'a pas attendu la dégradation de l'état de santé du chef de l'Etat depuis son premier transfert au Val-de-Grâce en 2005 continuera à revendiquer sa destitution en vertu de l'article 88 de la Constitution. Il est maintenant certain que Bouteflika qui s'est effacé de la scène politique, depuis son hospitalisation en France, est incapable d'assumer sa fonction et qu'une expertise médicale indépendante doit être engagée pour constater une infirmité préjudiciable au bon fonctionnement de l'Etat.»

Rym Nasri

DJELLOUL DJOUDI, CHEF DU GROUPE PARLEMENTAIRE DU

PARTI DES TRAVAILLEURS (PT) : «On attend qu'il reprenne le plus vite ses activités»

«On souhaite un prompt rétablissement. On attend maintenant qu'il puisse reprendre ses activités le plus vite possible et qu'il prenne les décisions attendues aussi bien sur les plans économique que social.»

SOFIANE DJILALI, JIL JADID : «Son retour lève l'hypothèque de la paralysie de l'Etat»

«La santé du Président semble se stabiliser. Il apparaît aujourd'hui qu'il peut aller au bout de son mandat. Cela lève l'hypothèque de la paralysie de l'Etat. Sa présence permettra au moins de débloquer la situation même s'il est difficile de préjuger de la nature de l'activité qu'il pourra reprendre.»

KASSA AISSI, PORTE-PAROLE DU FLN :

«C'est un soulagement !»

«Au nom du Bureau politique, du Comité central et de l'ensemble des militants, le FLN exprime sa grande joie et son immense soulagement après le retour du président de la République. Ce dernier pourra enfin reprendre sa mission et poursuivre les réformes annoncées en avril 2012 et parachever les projets déjà entamés pour assurer la prospérité à l'ensemble des Algériens.»

N. I.

Suite en page 6